



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-32327>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **26-32327**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : CD des A-M - Secrétariat Général

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : 2026A0032 - Organisation de cocktails, buffets, déjeuners, diners et réceptions pour les besoins du Département des Alpes-Maritimes

Description : 2026A0032 - Organisation de cocktails, buffets, déjeuners, diners et réceptions pour les besoins du Département des Alpes-Maritimes

Identifiant de la procédure : 747908fe-892e-403f-a22d-25caa582b488

Identifiant interne : 2026A0032

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 55520000 Services traiteur

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 2,200,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots

2.1.6 Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion : Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Faillite : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Corruption : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Concordat : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Participation à une organisation criminelle : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Fraude : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Insolvabilité : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Biens administrés par un liquidateur : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente

procédure : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

État de cessation d'activités : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Lot 1 : Standard

Description : Le lot n° 1, dit Standard, correspond à une offre de restauration traditionnelle de qualité, adaptée aux prestations courantes et aux formats institutionnels. Les préparations seront élaborées à partir de produits frais et de saison, sélectionnés selon des critères rigoureux de qualité, de traçabilité et de conformité réglementaire. Les recettes privilégieront une cuisine équilibrée, lisible et maîtrisée, répondant aux attentes d'un large public. La présentation des mets fera l'objet d'un soin particulier, dans le respect des standards professionnels de la restauration événementielle. Les supports et contenants seront fonctionnels, adaptés aux contraintes logistiques et conformes aux exigences d'hygiène et de sécurité alimentaire. Les prestations relevant de ce lot garantiront fiabilité d'exécution, régularité qualitative et respect des délais, dans le cadre strict des stipulations du marché.

Identifiant interne : Lot 1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 55520000 Services traiteur

Options :

Description des options : Accord-cadre sans minimum d'un montant maximum de 300 000 € HT par période de douze (12) mois, reconductible trois fois par période douze (12) mois.

5.1.3 Durée estimée

Durée : 48 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,200,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,200,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.7 Marché public stratégique

Critères marchés publics écologiques : Critères applicables aux marchés publics écologiques nationaux

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Prix

Nom : Le prix

Description : SC 1 : prix du BPU - Ce sous-critère est déterminé à partir de l'ensemble des prix du BPU, auxquels seront appliqués une quantité de 1. Le montant total ainsi obtenu sera affecté du coefficient de pondération de 70%. SC 2 : montant du DDED - Ce sous-critère correspond à une estimation de la commande annuelle. le montant du DDED sera affecté d'un coefficient de pondération de 30%.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

Critère :

Type : Qualité

Nom : La valeur technique

Description : SC1 (40pts) évalué selon le Cas pratique 1 : le Conseil départemental organise un cocktail salé et un dîner assis au Palais Sardes pour 80 personnes au mois de juin. Pour complément : voir l'article 4 du règlement de la consultation du présent marché. SC2 (20 pts) : Référent technique + fournir CV et références du personnel permanent et vacataire. Décrire la tenue exigée de l'ensemble du personnel

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

Critère :

Type : Qualité

Nom : Valeur environnementale

Description : La valeur environnementale sera appréciée au regard d'une grille environnementale notée sur 10 points.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://marches-securises.fr/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 30/04/2026 à 15:30

Date limite de validité de l'offre : 4 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 01/05/2026 à 11:00

Informations complémentaires : Séance non publique

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Nice (TA)

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Nice (TA)

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Nice (TA)

Organisation qui reçoit les demandes de participation : CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui traite les offres : CD des A-M - Secrétariat Général

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Lot 2 : Gastronomique

Description : Le lot n° 2, dit Gastronomique, correspond à une offre de restauration haut de gamme destinée aux réceptions officielles, événements protocolaires ou manifestations à forte représentation institutionnelle. Les prestations reposeront sur une sélection exigeante de produits premium, frais et de saison, intégrant, le cas échéant, des références d'origine contrôlée ou labellisées. Les techniques de préparation mobiliseront un savoir-faire confirmé, avec un niveau d'élaboration supérieur et une attention particulière portée aux associations de saveurs et aux textures. La mise en présentation fera l'objet d'un traitement soigné et structuré, intégrant des supports qualitatifs et une scénographie sobre et adaptée au contexte de représentation. Les prestations de ce lot garantiront un haut niveau d'exigence culinaire et organisationnelle, assuré par un personnel qualifié, expérimenté et formé aux codes du service événementiel de prestige

Identifiant interne : Lot 2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 55520000 Services traiteur

Options :

Description des options : Accord-cadre sans minimum d'un montant maximum de 250 000 € HT par période de douze (12) mois, reconductible trois fois par période de douze (12) mois.

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 48 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,000,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,000,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.7 Marché public stratégique

Critères marchés publics écologiques : Critères applicables aux marchés publics écologiques nationaux

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Prix

Nom : Le prix

Description : SC 1 : prix du BPU - Ce sous-critère est déterminé à partir de l'ensemble des prix du BPU, auxquels seront appliqués une quantité de 1. Le montant total ainsi obtenu sera affecté du coefficient de pondération de 70%. SC 2 : montant du DDED - Ce sous-critère correspond à une estimation de la commande annuelle. Le montant total du DDED sera affecté d'un coefficient de pondération de 30%.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

Critère :

Type : Qualité

Nom : La valeur technique

Description : SC1 (40pts) évalué selon le Cas pratique 1 : le Conseil départemental organise un cocktail salé et un diner assis au Palais Sardes pour 80 personnes au mois de juin. Pour complément : voir l'article 4 du règlement de la consultation du présent marché. SC2 (20 pts) : Référent technique + fournir CV et références du personnel permanent et vacataire. Décrire la tenue exigée de l'ensemble du personnel

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

Critère :

Type : Qualité

Nom : Valeur environnementale

Description : La valeur environnementale sera appréciée au regard d'une grille environnementale notée sur 10 points.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://marches-securises.fr/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 30/04/2026 à 15:30

Date limite de validité de l'offre : 4 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 01/05/2026 à 11:00

Informations complémentaires : séance non publique

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Nice (TA)

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Nice (TA)

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Nice (TA)

Organisation qui reçoit les demandes de participation : CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui traite les offres : CD des A-M - Secrétariat Général

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : CD des A-M - Secrétariat Général

Numéro d'enregistrement : 22060001900016

Adresse postale : Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM)

Ville : Nice Cedex 3

Code postal : 06201

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Adresse électronique : marches@departement06.fr

Téléphone : +33 497186000

Adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://www.marches-securises.fr>

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal Administratif de Nice (TA)

Numéro d'enregistrement : 17060005000026

Adresse postale : 18 Avenue des fleurs CS 61039

Ville : Nice cedex 1

Code postal : 06050

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Point de contact : Tribunal Administratif de Nice

Adresse électronique : greffe.ta-nice@juradm.fr

Téléphone : +33 489978600

Adresse internet : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 5cb9f170-db19-465f-8042-b551291ef3b9 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 30/03/2026 à 09:54

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 30/03/2026